

# INFORMATIONS

*comité régional midi-pyrénées*

BOURSE DU TRAVAIL : 19, place St-Sernin 31070 TOULOUSE CEDEX



N° 80 - OCTOBRE 1991

**SANS ATTENDRE  
CONSTRUIRE, ELARGIR  
L'ACTION EN GRAND.**

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
DEPARTMENT OF CHEMISTRY  
58 CHEMISTRY BUILDING  
CHICAGO, ILLINOIS 60637

RECEIVED  
JAN 15 1964

FROM  
DR. J. H. GOLDSTEIN

TO  
DR. R. M. MAYER

RE  
NMR SPECTRA OF  
POLYMER SOLUTIONS

## EDITO

# PAS UNE MINUTE A PERDRE

A ce jour 10 Octobre, des infirmières, aux intermittents du Spectacle, en passant par l'ATS, l'Education Nationale le 12/10, les Postiers du Lot, la SEMVAT, l'Equipe, les Cheminots, la Cartoucherie, Thomson, les assistantes sociales, les mineurs de Carmaux, Roudière, FR3... il y a bien du neuf dans le mouvement revendicatif, des potentialités nouvelles existent.

Cette mobilisation, que l'on ne s'y trompe pas, est la résultante à la fois d'un profond mécontentement et celle du débat, de la rencontre, de la proposition, d'initiatives dans les services, les ateliers de la C.G.T. avec les salariés.

C'est bien cette démarche de rencontres, de débats, de propositions, qu'il nous faut partout amplifier sans laisser aucune catégorie de salariés sur le bord du chemin, sur ce qui fait leurs problèmes, leurs préoccupations sans tri préalable aucun.

Ecoute, disponibilité, esprit d'initiative, tel est bien l'état d'esprit qui doit nous animer. Redoublons d'effort dans ce sens.

Partout ce qui rassemble, c'est la revendication quelle que soit la forme dont elle s'exprime. Ce qui aide à agir, ce qui fait agir, c'est une C.G.T. qui à partir de là, propose sans exclusive l'action.

L'un ne peut aller sans l'autre avec esprit unitaire, rassembleur; oui sans perdre une minute.

Décider ensemble avec les salariés, décider d'agir parce qu'on ne peut attendre sur la question des salaires, de l'emploi... Ensuite parce que c'est le meilleur moyen d'éviter tout attentisme et de créer les meilleures conditions pour la réussite et les suites de notre décision d'une Journée Nationale Interprofessionnelle d'Action.

Bien sûr, rien n'est simple et ne va de soit. Il y a des questions, mais le succès des Thomson est là, pour montrer que c'est possible.

Parce qu'en face, il y a inquiétude, s'amplifiant des phénomènes de répression syndicale: Gisèle BERGES, Daniel AUTHIER, Sébastien CRUZ. C'est à notre fonction revendicative qu'ils s'attaquent. Raison de plus d'amplifier la riposte.

Ne rien laisser dans l'ombre à la fois de ce qui préoccupe les salariés, de ce qui fait question, mais ne rien laisser dans l'ombre de ce qui touche aussi la C.G.T., à toute la C.G.T., c'est bien ce que nous voulons engager en grand dans la préparation du 44ème Congrès. Cela ne s'improvise pas, mais s'impulse.

Aborder tout cela sans détour, avec franchise, où chacun et chacune de nos syndiqués est appelé à donner son avis, à être un véritable acteur de la vie syndicale.

Voilà bien un des moyens décisif pour trouver les meilleures formes d'efficacité pour l'action, pour l'union, pour renforcer la C.G.T., pour une C.G.T. agissante ouverte à tous.

FRANCOIS CANEZIN  
SECRETAIRE REGIONAL.

## **EMPLOI INDUSTRIEL: UNE QUESTION CENTRALE POUR TOUS.**

La première Victoire des "THOMSON" a TOULOUSE, mettant en échec les projets de licenciements de la Direction de ce Groupe multinational, constitue bel et bien un encouragement en matière de lutte pour l'emploi.

L'industrie n'est pas une simple addition d'entreprises ou de sites industriels.

Elle constitue bien une chaîne d'activités de recherche, de développement, de rapports en amont et aval avec les services, les services publics. Elle structure bien au total la vie locale, régionale, nationale.

Se mettre en situation de ne plus répondre aux besoins intérieurs du pays, sauf en terme d'importations, affaiblit, déstructure l'ensemble de ce que compose le tissu social.

L'industrie ne peut que privilégier le rôle des hommes dans la mesure où son efficacité réelle ne peut passer que par la valorisation de leur travail et de leurs compétences.

C'est ainsi qu'il faut comprendre l'action de la C.G.T. qui place le social, le développement de l'emploi au cœur du développement industriel, dans une démarche cohérente, face aux stratégies patronales et gouvernementales.

C'est bien à partir de là, de la dégradation de l'emploi industriel régional que chacun est interpellé, qu'il nous faut porter à un tout autre niveau revendicatif cette bataille.

D'autant que la situation est très grave pour MIDI-PYRENEES: Poursuite de la casse chez ROUDIERE, après 1100 emplois supprimés en deux ans, menaces sur l'ARSENAL DE TARBES, la CARTOUCHERIE de TOULOUSE, annonce des suppressions d'emploi à GRANDE PAROISSE (ex AZF), après la fermeture de RUGGIERI.

L'A340, ne peut masquer des nuages qui s'amoncellent sur l'Aéronautique. Le plus moderne est en cause, comme le plus traditionnel avec CARMAUX.

Sur chaque site, sur chaque emploi qui disparaît sous une forme ou une autre, partout la riposte doit s'organiser.

Aucune entreprise ne vit en vase clos. Tout coup porté à une, rebondit sur l'autre, engendre des incidences directes sur tel ou tel service public.

Dans ceux-ci, leurs missions sont altérées parce qu'on y manque de facteurs, d'infirmières... et que de fait les conditions de travail se dégradent.

Combien manque-t-il de postes non pourvus? qu'elles revendications sur les conditions de travail? Et surtout, que proposons-nous avec les salariés, quelles actions à engager?

Ici c'est moins d'emplois, là plus d'heures supplémentaires, des qualifications non reconnues... Il y a vraiment le feu et personne ne s'en sortira seul.

Nous avons à travailler des solidarités, comme par exemple l'initiative en HAUTE-GARONNE le 21 OCTOBRE regroupant des entreprises de l'armement et d'autres secteurs pour pousser plus fort en termes revendicatifs les question de diversifications.

D'autres sont à réfléchir, à construire localement pourquoi pas entre cheminots et entreprise industrielle sur le devenir de chacun, et le renforcement service public, industrie... débouchant sur l'action.

Dans les UL, les départements, il y a beaucoup à faire pour la survie et surtout pour le développement et ce très concrètement. Nous avons besoin de le porter à une tout autre échelle, pour renforcer la lutte revendicative sur le lieu de travail, mais aussi pour la nourrir de propositions et de revendications.

Cela, s'appuyant sur les atouts dont dispose MIDI-PYRENEES, avec le principal de ceux-ci: les hommes et les femmes, leurs savoir-faire. Reconnaître leurs qualifications, les rémunérés correctement, augmenter leur pouvoir d'achat: autant d'éléments décisifs dans cette bataille pour l'emploi.

Tout ce qui a été déjà engagé comme luttes ces derniers mois, les interpellations faites auprès du Conseil Régional entre autre sur l'utilisation de l'argent public, sa politique d'industrialisation, l'amènent à venir sur ce terrain-là, mais à sa manière.

Il organise un colloque les 22 et 23 Novembre sur l'emploi, non pas avec des perspectives dynamiques, mais avec celles d'aménager l'environnement, l'espace, autour de la casse, voire de faciliter les redéploiements en cours avec de nouveaux financements régionaux et Européens, de piloter des formations cadre-chômage...

Les salariés superbement ignorés doivent pouvoir y prendre la parole: faire valoir leurs exigences, leurs propositions, contraindre à d'autres choix. Nous avons pour ambition d'en faire un temps fort de l'action, de la convergence des luttes dans les secteurs les plus directement menacés, et les autres.

Cette expression en sera d'autant plus forte que d'ici là nous aurons plus investi ce terrain de l'emploi industriel, de l'emploi régional dans son ensemble.

De meilleures conditions de travail, de rémunération, de qualification et de formation, sont bien le moyen de libérer les moyens de résorber le chômage, de pouvoir vivre et travailler dans la région pour répondre aux besoins, à la reconquête des marchés nationaux et développer une grande politique de coopération.

Si les luttes aujourd'hui permettent de résister à l'entreprise de rabougrissement et de démolition; élever leur niveau pour construire un rapport de forces permettant d'autres choix, nous en sommes capables.

## DEUXIEME RENDEZ-VOUS C.G.T./V.O EN HAUTE-GARONNE DU 14 AU 25 OCTOBRE 1991.

La CE UD du 17 Septembre a confirmé la décision d'organiser de nouveaux rendez-vous C.G.T.-V.O pour tourner résolument toutes nos forces dans l'activité sur le lieu de travail avec la presse confédérale de la C.G.T., la V.O., et OPTIONS.

Pas notre presse en soi, mais comme nous l'avions indiqué lors des précédents rendez-vous C.G.T./V.O: " C'est la V.O que l'on attendait, c'est la C.G.T. qui est arrivée". C'est bien la conception qui nous anime.

Ce temps fort sera l'occasion en coopération et responsabilité commune UD. UL. FD. CD UGICT, de tenir des réunions de directions syndicales, des assemblées de syndiqués, des initiatives en direction des salariés de toutes catégories.

Ce sera un puissant moyen de porter en profondeur le débat du 65ème Congrès et du 44ème Congrès sur le syndicalisme C.G.T. dont ont besoin les salariés.

Donc l'occasion de débattre :

- de la démarche revendicative fondée sur les besoins et du rôle de la C.G.T., de nos conceptions unitaires.
- de la vie de la C.G.T. avec le syndiqué citoyen à part entière du syndicat et ce que cela implique, de notre activité vers les différentes catégories de salariés et la question des convergences.
- de la syndicalisation comme moyen de développer les luttes et le rapport de force pour la satisfaction des revendications.
- l'activité de communication du syndicat C.G.T. avec le rôle de la presse confédérale.

Donc l'occasion de concrétiser en actes notre conception :

- par le placement du FNI 1991 à tous les syndiqués 1990: 2000 actifs n'ont pas encore leur FNI 1991, ce sont autant de forces dont nous nous privons pour notre activité. Leur remettre le FNI c'est contribuer au développement des luttes avec notre conception fondée sur la démocratie.
- par la création de postes de diffusion VO, afin d'introduire ou de réintroduire le journal dans l'entreprise.
- de prendre des initiatives de syndicalisation vers tous ceux et celles qui ont été syndiqués C.G.T., vers ceux et celles qui participent activement aux luttes.
- de prendre la décision de tenir l'assemblée ou le congrès des syndiqués pour préparer le CONGRES UD et le 44ème CONGRES.

Donc deux semaines temps fort pour la VO, donc pour la C.G.T. et pour donner tout l'élan nécessaire au mouvement revendicatif en l'ancrant sur chaque lieu de travail et en développant toutes les convergences de lutte favorisant leur efficacité et au service de la revendication.

Robert BLANCO  
Secrétaire Général  
U.D. C.G.T. 31.

# TARN: LA LUTTE AUTOUR ET A PARTIR DE CELLE DES MINEURS

La C.E. de l'U.D. du TARN, réunie à ALBI le 3 Septembre, a examiné la situation au plan général et départemental.

Consciente de la profondeur du mécontentement et de l'inquiétude légitime qu'expriment les salariés quant à la situation et leur avenir, elle a pris la décision importante "de créer les conditions d'une action départementale de grande ampleur pour les revendications et pour l'emploi".

Le TARN connaît, au niveau de l'emploi, une situation particulièrement grave qu'il s'agisse de la MINE DE CARMAUX, du Textile à CASTRES-MAZAMET, ou des autres secteurs.

Montrant la voie à suivre les Mineurs de CARMAUX ont repris l'action depuis le 28 Août sous les formes appropriées qu'ils ont eux-mêmes décidées pour faire entendre leur voix.

Le rapport de force qu'ils ont su créer a mis, momentanément, les élus face à leurs responsabilités, le Gouvernement dans l'embarras et Charbonnages de France dans l'impossibilité d'appliquer leur plan.

Forts de l'expression de plus de 10 000 personnes qui ont répondu positivement à la consultation organisée fin juin, à l'initiative du front uni de toutes les organisations et partis politiques du Carmausin, ils exigent une exploitation optimale du charbon et une véritable industrialisation.

Les mineurs ne sont pas seuls concernés, mais avec eux, tout le monde du travail.

Ils ne peuvent rester seuls dans cette lutte qui concerne toute une population.

L'arrêt de l'exploitation charbonnière à CARMAUX entraînerait une aggravation du nombre de chômeurs et aurait des conséquences sur l'ensemble des salariés.

C'est l'avenir économique, social, industriel de la Région et du Département qui est en jeu.

C'est dans ce sens que la CE de l'U.D., le 3 Septembre, a pris la décision d'organiser la lutte autour et à partir de celle des mineurs.

Elle a lancé un appel à tous les salariés pour, qu'à partir de leurs propres revendications en matière d'emploi, de salaire, etc..., ils se rassemblent de façon la plus large, la plus forte, la plus unitaire possible,

afin de déboucher sur une GRANDE ACTION DEPARTEMENTALE DEBUT OCTOBRE, AVEC LA GREVE DE 24 HEURES ET MANIFESTATION.

La C.G.T. s'est également adressée à toutes les organisations syndicales du département et leur a proposé une rencontre pour déterminer ensemble les modalités pratiques de l'action.

Aujourd'hui, partout, à l'initiative des syndicats C.G.T. sur tous les lieux de travail, cette initiative est débattue. Les salariés se rassemblent à partir de leurs revendications et s'appêtent à réagir de manière unitaire dans tous les secteurs.

## **AUTOMOBILE : LE SENS DE NOTRE DEMARCHE !**

Dans le cadre de notre bataille pour l'emploi en MIDI-PYRENEES, l'industrie automobile revêt une importance particulière.

L'accord CCE/JAPON sur l'importation et la construction des voitures japonaises marque la capitulation de la France et de nouveaux abandons dans un domaine industriel décisif.

Dans notre Région, que ce soit la production tissus pour les sièges automobile chez THIERRY, la fabrication d'allumage électroniques à SIEMENS, MOTOROLA, de vaisseaux électriques à CABLAUTO,..RENAULT, SAM, VALEO, BOSCH..., l'industrie automobile et sa filière en MIDI-PYRENEES, c'est au moins 20 entreprises et IO 200 salariés sur cinq départements.

C'est dire l'importance de la bataille que la C.G.T. avec la FEDERATION DES METAUX notamment, ont engagé avec les salariés pour le développement de cette industrie.

Le COMITE REGIONAL C.G.T. avec la REGION C.G.T. METAUX, proposent de s'engager résolument dans cette bataille.

Nous voulons avec les syndicats, UD concernés, donner la priorité à ces entreprises pour impulser encore plus notre démarche revendicative, démocratique.

Il s'agit de faire exprimer les besoins, revendications, propositions des salariés, pour développer l'action indispensable sur chaque lieu de travail.

A partir des convergences et des intérêts communs à chacun(e), il s'agira de construire autour de l'automobile dans notre Région, les luttes solidaires et rassembleuses dont nous avons besoin pour satisfaire les revendications des salariés et développer nos atouts économiques, industriels.

Martine BERNARD.

# PAS TOUCHE A GISELE BERGES !

Le 12 Septembre 1991 à AUCH, plus de 650 hommes et femmes étaient présents pour exprimer leur solidarité à notre Camarade pourchassée par la vindicte patronale gersoise. 650 voix pour crier, cette exigence qu'elle soit rétablie dans tous ces droits et notre détermination à repousser les prétentions patronales, visant à faire condamner Gisèle et la C.G.T. à 75 millions de centimes.

La mobilisation des salariés du GERS, dont nombreux étaient en grève ce jour-là, ainsi que des délégations massives venues de tous les départements de la Région, ont eu un impact considérable à AUCH et au-delà.

La presse locale et régionale ne s'y est pas trompée qui a consacré largement ses colonnes au compte-rendu de la journée.

Le préfet du GERS, recevait lui-même, dans l'après-midi une délégation de l'U.D. 32, porteuse de 3 000 pétitions. C'est considérable!

Cette action est loin d'être isolée, elle se situe dans un contexte revendicatif en pleine évolution, où de nombreuses luttes se développent dans notre région, pour la défense de l'emploi, mais aussi des salaires, du pouvoir d'achat.

Ainsi défense des revendications et des libertés syndicales, sont étroitement mêlées.

Ces luttes qui doivent encore plus grandir, sont la signification d'un profond mécontentement qui touche l'ensemble des salariés, dans leur diversité.

Elles débouchent sur des succès importants, en matière de libertés syndicales, aussi! Ainsi au C.H.S. d'AUCH, les salariés avec la C.G.T. ont obtenu l'annulation de sanctions disciplinaires qui visaient 2 militants du syndicat.

L'employeur de GERSTUBES qui a licencié Gisèle, a été condamné à retirer des avertissements qu'il avait arbitrairement infligé à des militants de la C.G.T., à leur verser 400 F chacun.

Forts de ces succès et de la mobilisation, nous devons et nous pouvons obtenir le retrait des menaces qui visent la C.G.T. et sa Secrétaire Générale. Le jugement sera rendu le 14 Novembre 1991, mettons à profit cette période pour pousser encore plus fort notre détermination.

C'est ce à quoi nos camarades du GERS, fort du soutien manifesté le 12 Septembre 1991, s'emploient.

Martine BERNARD.

## LES REALITES DE LA RENTREE SCOLAIRE !

La rentrée scolaire, selon les responsables au plus haut niveau, elle se serait "plutôt bien passée", mais à y regarder de plus près et malgré les discours de JOSPIN ou CRESSON, la priorité n'est pas à la formation des jeunes, l'état de l'école dans l'ensemble, continue de se dégrader.

**DANS LE PRIMAIRE**, les postes créés dans l'agglomération toulousaine ne suffisent pas à améliorer le taux d'encadrement, demeurent les difficultés d'accueil en maternelle et les problèmes de remplacement des maîtres.

D'autre part, ces postes ont été créés par redéploiement, c'est-à-dire, qu'on les a supprimés dans les autres départements, sous prétexte de baisse d'effectifs.

**DANS LE SECONDAIRE**, des constructions de lycées et collèges rendues impératives par les besoins dans l'agglomération toulousaine, c'est positif, mais simplement deux remarques :

- la rentrée dans ces nouveaux établissements s'est passée dans des conditions désastreuses (au milieu des gravats et des échafaudages), les utilisateurs n'ayant pas été écoutés, il y a parfois des problèmes au niveau du cahier des charges (cas d'internat ou des chambres prévues pour 4 lits, ne peuvent en accueillir que 3).

- de part le transfert financier de l'Etat vers les collectivités locales, la fiscalité régionale, apparaît de plus en plus lourde.

**DES COLLEGES URBAINS**, avec des classes à 35 élèves, des lycées à 45.

**DES COLLEGE RURAUX** à la recherche en vain des élèves, conséquence de la "désertification régionale" tant au niveau industriel qu'agricole, entraînant un transfert de population vers les grandes villes.

**DES LYCEES PROFESSIONNELS**, avec des menaces sur l'avenir des formations techniques et professionnelles demeurent (déclarations de E.CRESSON sur l'apprentissage, attitude du patronat dans les négociations sur la Formation Professionnelle et Continue etc...). Certes l'objectif de 80% d'une classe d'âge au niveau du BAC est louable et les Lycées Professionnels y ont leur place, mais en même temps, il y a dans notre Académie disparition quasi-totale des CAP et déprofessionnalisation des BEP. On peut même parler d'abandon de filières de formation: industrie Textile et Habillement, Mécanique, métiers du bois etc..., ceci alors que les petites annonces montrent que malgré la situation de l'emploi que nous connaissons, les besoins en main-d'oeuvre qualifiée demeurent (tourneurs, fraiseurs, bâtiment...etc).

A cela s'ajoute une baisse importante des effectifs dans beaucoup de classes surtout au niveau des 4èmes Technologiques, on peut comprendre que les jeunes hésitent à se lancer dans des études professionnelles à caractère industriel.

A ce propos l'UNSEN.C.G.T. propose à l'ensemble de la C.G.T. l'organisation d'Etats Généraux de la Formation Professionnelle, il est en effet urgent que nous réfléchissions ensemble sur la logique formation, emploi, qualifications, salaires.

Pour les personnels, enseignants ou non, se pose le problème du pouvoir d'achat, des conditions de travail et de leur formation. la pénurie d'enseignants est une évidence surtout dans les matières scientifiques: voyant les conditions de salaire, de travail, les "perspectives" de déroulement de carrière, les jeunes étudiants préfèrent le secteur privé.

De manière générale, il manque 40 000 enseignants par an. En 1993, JOSPIN table sur 23 000! On n'est pas près de voir s'éteindre l'auxiliarat, professeurs non titulaires, précaires, non formés et mal payés!(2000 pour l'Académie, 40 000 au plan national).

**LES INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE FORMATION DES MAITRES,** pourraient permettre la formation et l'intégration des enseignants précaires.

Il faut savoir qu'il y a des enseignements non assurés dans beaucoup d'établissements (dessin d'art, Economie Familiale et Sociale, langues vivantes), des enseignements de soutien sont supprimés par manque de profs.

**LES PERSONNELS NON ENSEIGNANTS, (ATOSS)** luttent pour des créations de poste, ils n'arrivent pas à faire face à tout ce qu'il y a à faire dans les établissements et leur action participe à faire de l'école un lieu convivial où les jeunes se sentent bien.

Il faudrait parler également du manque de surveillants, des crédits de fonctionnement.

**DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT,** à la hauteur des besoins. La lutte des jeunes lycéens a montré l'année passée qu'ils n'étaient plus disposés à subir, ils ont obtenu 4,5 milliards pour améliorer la vie à l'école. **OU EN LEUR UTILISATION PAR LES ETABLISSEMENTS ?**

**LA LUTTE S'IMPOSE: Le 12 OCTOBRE, les personnels de l'Education Nationale seront dans l'action à l'appel de la C.G.T. de la F.E.N. de la C.F.D.T.. C'est dire que pour les personnels, la rentrée scolaire, l'avenir de l'école, ne sont pas si roses que certains voudraient laisser paraître.**

L'école, c'est l'affaire de tous. Le service public de l'éducation et de la formation a besoin de l'intervention en coopération des usagers et du personnel et ce, au même titre que l'ensemble du service public.

Le patronat sait tout le profit qu'il peut soutirer de la formation des jeunes. Ces choix qu'il opère ne sont pas irréversibles. Un poste d'instit. ou de prof. maintenu ou créé, une classe ouverte, un jeune qui s'inscrit dans la formation, c'est faire la démonstration qu'une autre logique est possible.

## **PROPOSITIONS DE LA C.G.T.**

S'instruire, se former est un besoin individuel et collectif cela demande aujourd'hui d'énormes moyens, ils existent:

- 1°) prendre 50 milliards du surarmement pour les consacrer à l'école,
- 2°) prendre sur les profits des entreprises (surtout de celles qui licencient), pour les utiliser à la formation initiale et continue.
- 3°) le BUDGET DE L'EDUCATION NATIONALE, devrait être le premier de l'Etat, or, les priorités politiques en sont tout autrement. Depuis des années et par rapport au PIB, la part de ce budget est constante.
- 4°) le COUT DE LA RENTREE, GRATUIT. La hausse de 5 % en moyenne des fournitures en 91, une TVA injustement à 18,6%, une allocation de rentrée à 384 F sur un plafond de ressources, ne permettent pas l'égalité pour l'éducation de nos enfants.
- 5°) la CREATION D'ECOLE PROCHE DU DOMICILE: Le ramassage scolaire avec des enfants qui partent de chez eux à 7 H du matin pour terminer la journée à 18H, les devoirs en plus, cela pèse lourd sur beaucoup de petites têtes blondes et met en péril l'égalité de traitement.

**Vraiment, il est temps de dire STOP et de mettre l'Education, la Formation des jeunes, au niveau où elle doit être: PRIORITAIRE. Mais ça ne se fera pas tout seul, de la Section Syndicale d'entreprise, en passant par l'UL et l'UD, il faut s'occuper de l'école, il est grand temps d'en faire notre affaire à tous.**

# LE C.E.S.R. EN CAMPAGNE

Le C.E.S.R. a décidé d'organiser une tournée des différents départements et villes de la Région dans le cadre de réunions décentralisées.

Sur fond d'échéances électorales régionales, on peut se demander l'objectif poursuivi!

Celui qui est officiellement affiché, c'est l'organisation d'une large consultation régionale pour connaître les besoins des populations dans le cadre du prochain contrat Etat-Région et du XI<sup>e</sup> Plan.

Le but est louable, il correspond à une demande constante de la C.G.T.: permettre une large concertation dans l'élaboration du plan.

Cependant, des deux premières réunions qui se sont tenues à MONTAUBAN-AUCH, nous pouvons tirer quelques enseignements. Pour l'essentiel, il s'agit pour le Gouvernement, dans le cadre de l'EUROPE d'accélérer sa politique d'aménagement et de remodelage du territoire national, régional et de réaliser le consensus autour de ces objectifs.

Pour le Conseil Régional, cette démarche correspond à un double objectif, convaincre du bien fondé de sa politique d'accompagnement de la casse industrielle et régionale et d'aménagement au centre de laquelle tout se concentre autour de TOULOUSE et son agglomération. Enfin, faire face à la montée du mécontentement des populations et des contradictions qui s'exacerbent dans la Région.

A cet égard, le sondage réalisé pour les Renseignements Généraux à la demande de Lionel JOSPIN et qui a fait couler beaucoup d'encre est particulièrement révélateur.

Seulement 30% des personnes interrogées se déclarent satisfaites de la politique du Conseil Régional, 30 % peu ou pas satisfaits du tout, 30 % ne se prononcent pas !

Le COMITE REGIONAL de Juillet, a débattu de la démarche de la C.G.T., dans le cadre des consultations du C.E.S.R., et afin de lui donner une cohérence d'ensemble.

Il propose que ce soit l'occasion pour nos organisations dans les départements de :

- permettre l'expression forte des besoins des salariés, des populations, avec lesquelles nous aurons débattu dans les entreprises, organiser rencontres, initiatives publiques.

- permettre leur intervention la plus massive possible et qu'elle soit porteuse de leurs luttes, le jour même de la consultation; prévoir délégations, rassemblement etc...

- enfin, que la C.G.T. puisse s'exprimer à partir des besoins bien sûr, mais aussi des objectifs revendicatifs départementaux ou locaux qu'elle défend en matière de transports, d'éducation, d'emploi, salaire. L'objectif étant que notre expression contribue à une élévation de la prise de conscience et de l'intervention des gens.

C'est dire qu'il ne s'agit pas là d'une démarche isolée, mais bien partie prenante de la démarche revendicative d'ensemble de la C.G.T.

Nous devons particulièrement veiller à tenir tous les aspects de notre démarche et ce, d'autant plus que suite à l'accueil qui lui a été réservé à AUCH par les militants de la C.G.T., le C.E.S.R. entend interdire l'accès de ses réunions aux conseillers, extérieurs au département où à lieu la réunion. En réalité, il s'agit de leur interdire l'accès aux salariés en lutte!

Animée de cette volonté, elle peut être un apport considérable et donner un nouvel élan à sa mise en oeuvre partout, à l'essor du mouvement social indispensable aujourd'hui.

Il va de soi que les militants de la C.G.T. au C.E.S.R. ont un rôle important à jouer dans leur département pour contribuer au succès de ces initiatives.

Les prochaines étapes du périple régional du C.E.S.R. sont:

RODEZ	LE 30 SEPTEMBRE 1991
TARBES	LE 7 NOVEMBRE 1991
CAHORS	LE 17 DECEMBRE 1991
FOIX	LE 16 JANVIER 1992
CASTRES	LE 6 FEVRIER 1992

Martine BERNARD

# RAPPEL

Le COMITE REGIONAL, s'est doté d'un outil informatique performant, qui lui permette d'améliorer notre travail syndical, sur la Région MIDI-PYRENEES.

Ce matériel se compose d'un traitement de texte et d'un fichier régional des militants.

Ce dernier nous permettra une meilleure connaissance des militants des C.E., d'U.D. et d'U.L., ainsi que des camarades mandatés dans tous les organismes représentatifs de la Région.

Mais pour atteindre une telle fiabilité de cet outil, des exigences sont nécessaires.

C'est donc avec beaucoup de rigueur que devra s'opérer le collectage, puis la mise à jour des informations.

**SI VOUS NE L'AVEZ PAS FAIT  
VOUS VOUDREZ BIEN REMPLIR  
LA FICHE CI-CONTRE, QUE  
VOUS RETOURNEREZ AU  
COMITE REGIONAL DANS LES  
PLUS BREFS DELAIS  
  
NOUS AVONS BESOIN DE CES  
RENSEIGNEMENTS POUR QUE VOUS  
PUISSIEZ CONTINUER A RECEVOIR  
" INFORMATIONS "**

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_  
 ADRESSE \_\_\_\_\_  
 LOCALITE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
 TELEPHONE DOMICILE ..../..../.. TELEPHONE TRAVAIL ..../..../.. TELEPHONE SYNDICAT ..../..../.. TELEPHONE AUTRE ..../..../..  
 ANNEE DE NAISSANCE \_\_\_\_\_ MOIS DE NAISSANCE \_\_\_\_\_  
 ANNEE ADHESION A LA C.G.T. \_\_\_\_\_  
 NOM DE L'ENTREPRISE \_\_\_\_\_  
 ADRESSE DE L'ENTREPRISE \_\_\_\_\_  
 UNION DEPARTEMENTALE \_\_\_\_\_ UNION LOCALE \_\_\_\_\_ FEDRATION \_\_\_\_\_

\*\*\*\*\*

situation: MASC.  FEM.  ACTIF  RETRAITE  SYNDICAT "base"  SYNDICAT UGICT  COMITE CHOMEUR   
qualification: OS  OP  EMPLOYE  A.M.  TECHN.  CADRE  INGEN.  CHOMEUR   
taille établissement: - de 10  11 à 49  50 à 99  100 à 249  250 à 499  500 à 999  +1000

\*\*\*\*\*

responsabilités syndicales

électives: D.S  D.P  C.E  C.C.E.  SECRETAIRE C.E.  CAP-CTP  CHS-CT  MUTUELLE   
syndicat: SEC.GEN.  SEC. ORGA  SEC. PROP.  TRESORIER  EDUC.  BUREAU  DIF.VO  DIF.OPTIONS   
union locale: SEC.GEN.  SEC. ORGA  SEC. PROP.  TRESORIER  EDUC.  CE UL  DIF.VO  DIF.OPTIONS   
union departementale: SEC.GEN.  SEC. ORGA  SEC. PROP.  TRESORIER  SECRETARIAT  EDUC.  BUREAU  CE   
 RESP.UGICT  POLITIQUE REVEND.  JEUNES  RETRAITES  EMPLOYES  IMMIGRATION  COM.SOCIALE   
autres: CPAM  CAF  URSSAF  CTCR  COTOREP.DODERPA  LOGEMENT  ASSEDIC  PRUD'HOM.  INDECOSA   
 MACIF  MUTUELLES  PARENTS ELEVES   
fédérations: CE  COMITE GROUPE  RESP.REGION PROFES.  RESP.DEPARTEM.PROF.  DIVERS   
région: COMITE REGIONAL  CREO  M.P.V.  FAS  ENS.SUP.  ENSEIGNEMENT   
 ORGANISMES FORMATION  AGEFOS  FONGECIF  ANPE  COMITE REG.EMPLOI   
 CRAM  CTR  ASSEDIC  CIL LOGEMENT  INSTITUT HISTOIRE  ANACT  CIRPEH   
 AUTRES (Précisez) \_\_\_\_\_  
C.E.S.R.: COMMISSION 1  COMMISSION 2  COMMISSION 3  COMMISSION 4  COMMISSION 5  COMMISSION 6

\*\*\*\*\*

formation Syndicale :

TA FORMATION: F.S.D.  ELEM.  MOYEN  SUP.  SPECIF.  SPEC.  ORGA  EDUCATEUR   
ES-TU EDUCATEUR: EDUC.ELEM.  EDUC. MOYEN  EDUC.SUP.  EDUC ORGA  EDUC.ECO-CE  EDUC.S.GENERAUX   
 EDUC. EDUC.   
DIRIGES-TU: DIRECTEUR ELEM.  DIRECTEUR MOYEN  DIRECTEUR SUPERIEUR  DIRECTEUR ORGA  DIRECTEUR ECO.CE   
 DIRECTEUR S.GENERAUX

\*\*\*\*\*

PARLES-TU OU PEUX-TU TRADUIRE UNE LANGUE ETRANGERE  SI  LAQUELLE \_\_\_\_\_